

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 18 novembre 2021

L'an deux mille vingt et un, le dix-huit du mois de novembre à 18h30, le Conseil Municipal de SELLES-SUR-CHER, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame Stella COCHETON, Maire.

Nombre de conseillers
En exercice : 27
Présents : 22
Procuration : 3
Suffrage exprimé : 25

Convocation du 10 novembre 2021

Présents : Mesdames Marie-Laure BERTHIER, Muriel BOISSONNET, Magali BRIEUX, Stella COCHETON, Suzanne DECHAMPS, Marie-José FERREIRA, Michelle MILLAN, Valérie PACAUD, Muriel PASQUER et Corine SERIEYS. Messieurs Bruno BERNARD, Grégoire BERT, Eric BOURNY, Michel CEPERO, Guillaume CLERC, Guy DOUSSAUD, Stéphane GARREAU, Bruno GIRARD, Gérard MARGOTTIN, Pascal MASSON, Vincent SOMMIER et Claude TESSIER.

Absents et ayant donné pouvoir : Mesdames Angélique DUBÉ (pouvoir à M. GARREAU) et Michelle GAUTHIER (pouvoir à Mme COCHETON) et Monsieur Georges MOUSSIER (pouvoir à M. GIRARD).

Absents n'ayant pas donné pouvoir : Madame Caroline COLLIN et Monsieur Nicolas MARTINS.

Monsieur Bruno BERNARD est désigné secrétaire de séance.

Madame le Maire fait l'appel, le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Madame le Maire demande au Conseil Municipal si des observations sont à apporter au compte-rendu du dernier Conseil Municipal en date du 14 octobre 2021.

☐ **Lecture de l'ordre du jour :**

ADMINISTRATION GENERALE

- Suppression d'un poste d'adjoint au conseil municipal

URBANISME

- Vente de la maison située au 28 rue de la Tizardière

MARCHES PUBLICS

- Demande de subvention pour rénovation énergétique de l'Accueil Périscolaire de Selles-sur-Cher

FINANCES

- Irrecouvrables VEOLIA
- Mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2022 – Régime d'amortissements des immobilisations
- Mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2022 – Fongibilité des crédits
- Subvention exceptionnelle à une association
- Décision modificative 5 – Budget Ville
- Décision modificative 1 – Budget Lotissement les Côteaux de la Sauldre

RESSOURCES HUMAINES

- Modification du recrutement d'un agent contractuel sur un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement d'activité - Cinéma
- Recrutement d'un agent contractuel sur un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité – Accueil/Etat Civil
- Annulation de la délibération portant création d'un emploi permanent lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient – Centre Municipal de Santé
- Mise à jour de la participation financière à la protection sociale des agents

☐ **Retrait de l'ordre du jour :**

abstention : pour : contre : unanimité :

ADMINISTRATION GENERALE

SUPPRESSION D'UN POSTE D'ADJOINT AU CONSEIL MUNICIPAL

Madame le Maire explique aux membres du conseil municipal que suite à la démission de Madame Marie-Madeleine GAUGRY, en date du 20 octobre 2021, elle ne souhaite pas procéder au remplacement de cet adjoint.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'autoriser Madame le Maire à supprimer un poste d'adjoint,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

URBANISME

VENTE DE LA MAISON SITUEE AU 28 RUE DE LA TIZARDIERE

Madame le Maire rappelle au conseil municipal que la maison située 28 rue de la Tizardière est inoccupée depuis plus d'un an.

La commune avait pris la décision de vendre ce bien via une plateforme dédiée par l'intermédiaire de l'entreprise AGORASTORE (délibération n°2020/D/10/3-2/142).

Le prix, fixé alors à 34 000.00 Euros, s'établissait sur la base de l'estimation du Service du Domaine à 30 000.00 Euros, majoré de 11%.

Après plusieurs mois de présentation de cet immeuble aux enchères, cette procédure n'a donné aucun résultat au prix proposé, qui était trop élevé.

Devant ce constat, la commune a mis fin au contrat avec la société AGORASTORE et a de nouveau proposé ce bien à la vente sur le marché local immobilier.

Il en résulte qu'en date du 22 octobre 2021, Madame Alexandra ORSEL-ORGEVIN a adressé une proposition à 15 000 Euros net vendeur pour l'acquisition de la maison.

Considérant l'avis du Service du Domaine en date du 28/09/2020, fixant à 30 000.00 Euros la valeur du bien,

Considérant les résultats infructueux de la vente aux enchères du bien menée par l'entreprise AGORASTORE sur la base de l'avis du Service du Domaine,

Considérant la dégradation rapide du bien depuis 1 an,

Considérant que tous ces critères justifient une baisse importante de la valeur du bien,

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'autoriser la vente de la maison sise 28 rue de la Tizardière cadastrée AD n°308 pour une surface de la parcelle de 183 m² au prix de 15 000.00 Euros net vendeur, les frais étant à la charge de l'acquéreur,
- De faire établir les diagnostics nécessaires à la vente,
- De notifier à l'Etude TAYLOR NOTAIRES ASSOCIES de Saint Aignan sur Cher de représenter la ville,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

MARCHES PUBLICS

DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE DE L'ACCUEIL PERISCOLAIRE DE SELLES-SUR-CHER

Madame le Maire rappelle le projet de réhabilitation de l'Accueil Périscolaire de Selles-sur-Cher.

Le projet comprendra notamment :

- le désamiantage
- la couverture
- l'isolation extérieure
- les menuiseries (extérieures et intérieures)
- le revêtement de sol
- l'électricité
- l'installation d'une VMC
- l'installation d'une climatisation

Les travaux ont été estimés à la somme de 494 543.52 € HT (maîtrise d'œuvre et enveloppe d'imprévus comprises).

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De demander une subvention au titre de la DETR à hauteur de 30 %,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

FINANCES

IRRECOUVRABLES VEOLIA

Au vu de la délibération 2007/093 prise lors de la séance du conseil Municipal du 17 Juillet 2007,

Au vu des nombreux impayés apparaissant dans les états remis par le délégataire VEOLIA,

Au vu du suivi complémentaire du recouvrement des sommes dues avant transmission des non valeurs à la trésorerie,

Au vu de l'autorisation de Madame Le Maire d'effectuer le suivi comptable des factures restant dues au niveau de la part assainissement revenant à la collectivité,

En application de cette délibération, sur la redevance versée par VEOLIA le 31 aout 2021, il apparait en déduction créances irrécouvrables un montant de 4 098.90 €.

Les montants globaux suivants ne peuvent pas être mis en recouvrement :

- Montant individuel inférieur à 10 € : 14.97 € HT
- Cessation d'activité / liquidation : 514.95 € HT
- Sans pièces justificatives /adresses : 158.87 € HT

soit un montant total de 688.79 €.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité

- De ne pas émettre de titre,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

MISE EN PLACE DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57 AU 1ER JANVIER 2022 – REGIME D'AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

Par délibération n° 2021/D/09/7-10/110 du 9 septembre 2021, le conseil municipal a délibéré l'adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2022.

La mise en œuvre de cette nomenclature budgétaire et comptable introduit des changements en matière d'amortissements des immobilisations.

Fixation du mode de gestion des amortissements des immobilisations en M57

→ Principe général

Une immobilisation est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée, c'est-à-dire quand son usage attendu est limité dans le temps. L'amortissement consiste dans l'étalement, sur la durée probable d'utilisation, de la valeur du bien amortissable. L'amortissement permet la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur de l'immobilisation résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause.

Le calcul de l'amortissement est opéré sur la valeur toutes taxes comprises de l'immobilisation pour les activités relatives aux services publics administratifs et sur la valeur hors taxe pour les activités assujetties à TVA.

→ Champs d'application des amortissements

Le passage à l'instruction comptable M57 est sans conséquence sur le périmètre d'amortissement et de neutralisation des dotations aux amortissements. Conformément à l'article 106 de la loi NOTRe, les collectivités qui adoptent ce cadre budgétaire et comptable ne sont pas soumises aux dispositions de l'article L.5217-12-1 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT) qui liste les dépenses obligatoires des métropoles. Ainsi, le champ d'application des amortissements des Communes et de leurs établissements publics reste défini par l'article R.2321-1 du CGCT.

Dans ce cadre, les Communes procèdent à l'amortissement de l'ensemble de l'actif immobilisé à l'exception :

- des œuvres d'art,
- des terrains (autres que les terrains de gisement),
- des immobilisations remises en affectation ou à disposition,
- des agencements et aménagements de terrains (hors plantation d'arbres et arbustes),
- des immeubles non productifs de revenus.
- des constructions autres que les immeubles de rapport,
- des réseaux de voiries, et installations de voirie,
- des installations générales, agencements, aménagements des constructions, excepté pour le budget cinéma

→ Durée d'amortissement

Les durées d'amortissement des immobilisations correspondent à leur durée probable d'utilisation. Certaines durées d'amortissement sont réglementaires :

- ☐ Durée maximale de 10 ans pour les frais relatifs aux documents d'urbanismes visés à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme;
- Durée maximale de 5 ans pour les frais d'études non suivies de réalisation, les frais de recherche et de développement, les frais d'insertion en cas d'échec du projet;
- Durées suivantes pour les subventions d'équipements versées :
 - 5 ans lorsqu'elle finance des biens mobiliers, du matériel ou des études,
 - 5 ans lorsqu'elle finance des aides à l'investissement des entreprises ne relevant pas des catégories mentionnées aux points suivants,
 - 30 ans lorsqu'elle finance des biens immobiliers ou des installations,
 - 40 ans lorsqu'elle finance des projets d'infrastructures d'intérêt national.

Il est proposé d'adopter les durées d'amortissement sur la Commune de Selles sur Cher comme indique à l'annexe de la présente délibération.

→ Calcul de l'amortissement de manière linéaire avec application du prorata temporis pour les biens acquis à compter du 1^{er} janvier 2021

L'instruction M57 pose le principe de l'amortissement d'immobilisation au prorata temporis. Cette disposition est une nouveauté puisque sous le régime de la nomenclature M14, la Commune calculait le montant de ses dotations aux amortissements selon la règle de l'année pleine : début des amortissements au 1^{er} janvier N+1 de l'année suivant la mise en service du bien.

L'amortissement prorata temporis est calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. Il commence à la date de début de consommation des avantages économiques ou du potentiel de service qui sont attachés au bien. Pour les subventions d'équipement versées, par mesure de simplification, en l'absence d'information précise sur la date de mise en service de l'immobilisation, la collectivité peut retenir la date d'émission du mandat.

Ce changement de méthodologie comptable relatif au prorata temporis s'applique uniquement sur les biens acquis à compter du 1^{er} janvier 2021 sans retraitement des exercices clôturés. Les plans d'amortissements commencés sous l'ancienne instruction M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet des biens.

Néanmoins, la méthode dérogatoire consistant à amortir en « année pleine » peut être maintenue pour certaines immobilisations dans la mesure où l'impact sur la production de l'information comptable n'est pas significatif.

Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et d'aménager cette règle pour les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur à 1 000,00 € TTC et qui font l'objet d'un suivi globalisé (un numéro d'inventaire annuel par catégorie de biens de faible valeur). Il est également proposé que les biens de faible valeur soient amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

→ **Comptabilisation des immobilisations par composant lorsque les enjeux le justifient**

L'instruction M57 pose le principe de la comptabilisation des immobilisations par composant lorsque les enjeux le justifient. Lorsque des éléments constitutifs d'un actif sont exploités de façon indissociable, un plan d'amortissement unique est retenu pour l'ensemble de ces éléments.

Cependant, si dès l'origine, un ou plusieurs de ces éléments ont chacun des utilisations différentes, chaque élément ou composant est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Un numéro d'inventaire propre à chaque composant est ainsi attribué.

La méthode de comptabilisation par composants est appréciée au cas par cas par la collectivité et elle ne s'impose que lorsqu'un composant représente une forte valeur unitaire, une part significative du coût de l'actif considéré et si sa durée d'amortissement est significativement différente du composant principal de l'immobilisation. Dans le cas contraire, l'immobilisation reste un bien non décomposable.

La Commune et les établissements publics n'ont pas l'obligation d'amortir les bâtiments publics et les réseaux et installations de voirie, mais uniquement les immeubles de rapport. La comptabilisation des immobilisations par composant s'appliquera donc à ces derniers.

Il est donc proposé de retenir la méthode de comptabilisation par composants au cas par cas et dès lors que les enjeux le justifient à savoir une durée d'amortissement des éléments constitutifs de l'actif significativement différente pour chacun des éléments.

→ **La reprise des subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables**

Les subventions d'investissement (compte 131) et les fonds affectés à l'équipement (compte 133) sont reçus par la collectivité pour financer un bien ou une catégorie de biens amortissables. Leur reprise au compte de résultat qui s'effectue au même rythme que l'amortissement du bien permet d'atténuer la charge de la dotation aux amortissements de ces biens.

→ **La neutralisation budgétaire de l'amortissement des subventions d'équipement versées**

Il peut être appliqué la neutralisation budgétaire partielle ou totale de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées pour les Communes et leurs établissements publics.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité

- Fixer les nouvelles durées d'amortissement pour les nouvelles immobilisations acquises à compter du 1^{er} janvier 2021 comme convenu dans l'annexe jointe,
- Appliquer la méthode de l'amortissement linéaire prorata temporis à compter de la date de mise en service pour tous les biens acquis à compter du 1^{er} janvier 2021 en retenant comme point de départ de l'amortissement la date de mise en service de l'immobilisation ou la date d'émission du mandat pour les subventions d'équipements versées,
- Déroger à l'amortissement au prorata pour les biens de faible valeur dont le montant unitaire est inférieur à 1 000€ TTC,
- Exclure du champ d'application des amortissements les immobilisations attenantes aux réseaux et installations de voirie, les constructions autres que les immeubles de rapport, et les installations générales, agencements, aménagements des constructions, excepté pour le budget cinéma,
- Appliquer l'amortissement par composants dès lors que l'enjeu est significatif,
- Approuver la reprise des subventions d'équipements sur une durée d'amortissement identique avec la durée de vie de l'immobilisation financée,
- Décider la neutralisation budgétaire totale des dotations aux amortissements des subventions d'équipements versées,
- Valider l'application de ces dispositions pour le budget principal et les budgets annexes (cinéma, portage à domicile) soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

MISE EN PLACE DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57 AU 1ER JANVIER 2022 - FONGIBILITE DES CREDITS

Par délibération n° 2021/D/09/7-10/110 du 9 septembre 2021, le conseil municipal a délibéré l'adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2022.

La mise en œuvre de cette nomenclature budgétaire et comptable permet de mettre en place un assouplissement de gestion encadré des virements de crédits entre chapitres budgétaires.

Application de la fongibilité des crédits

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet également de disposer de davantage de souplesse budgétaire puisqu'elle offre la possibilité au Conseil Municipal de déléguer au Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L.5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le Maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Cette disposition permettrait notamment d'amender si besoin la répartition des crédits budgétaire entre chaque chapitre budgétaire (chapitres budgétaires classiques et chapitres opérations) afin d'ajuster au plus près les crédits aux besoins de répartition et sans modifier le montant global des investissements. Cette disposition permettrait de réaliser des opérations purement techniques avec rapidité. Un tableau retraçant ces mouvements serait alors présenté au conseil municipal le plus proche, dans les mêmes conditions que les décisions prises par le Maire en vertu de l'article L.2122-22 du CGCT.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité

- Autoriser Mme le Maire à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chaque section,
- Valider l'application de ce dispositif pour le budget principal et les budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A UNE ASSOCIATION

Afin de financer l'achat de spots, l'organisation d'une conférence et l'organisation d'une marche, l'association Luttons Contre le Harcèlement Scolaire 41 a fait la demande d'une aide exceptionnelle à hauteur de 700.00 €.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité

- De verser une subvention exceptionnelle d'un montant de 700.00 €,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

DECISION MODIFICATIVE N°5 – BUDGET VILLE – 20601

Il convient d'ajuster les comptes budgétaires suivants :

FONCTIONNEMENT DEPENSES			FONCTIONNEMENT RECETTES		
CHAPITRE-COMPTES-FONCT	MONTANT	OBSERVATIONS	CHAPITRE-COMPTES-FONCT	MONTANT	OBSERVATIONS
023-023	7 900,00 €	virement section investissement	73-7381-01	7 900,00 €	complément droits mutations
TOTAL	7 900,00 €		TOTAL	7 900,00 €	
INVESTISSEMENT DEPENSES			INVESTISSEMENT RECETTES		
CHAPITRE-COMPTES-FONCT	MONTANT	OBSERVATIONS	CHAPITRE-COMPTES-FONCT	MONTANT	OBSERVATIONS
041-2313	2 100,00 €	intégration frais d'étude	041-2031	2 100,00 €	intégration frais d'étude
041-2315	800,00 €	intégration frais insertion	041-2033	800,00 €	intégration frais insertion
10-10226-01	7 900,00 €	remboursement TAM Jacques Gabriel	021-021	7 900,00 €	virement section fonctionnement
TOTAL	10 800,00 €		TOTAL	10 800,00 €	

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité

- De valider la DM n°5 Budget Ville selon le tableau ci-dessus,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

DECISION MODIFICATIVE N°1 – BUDGET LOTISSEMENT LES COTEAUX DE LA SAULDRE - 33001

Il convient d'ajuster les comptes budgétaires suivants :

FONCTIONNEMENT DEPENSES			FONCTIONNEMENT RECETTES		
CHAPITRE-COMPTES	MONTANT	OBSERVATIONS	CHAPITRE-COMPTES	MONTANT	OBSERVATIONS
			70-7015	- 160 000,00 €	ventes de terrain
			042-71355	160 000,00 €	
TOTAL	- €		TOTAL	- €	
INVESTISSEMENT DEPENSES			INVESTISSEMENT RECETTES		
CHAPITRE-COMPTES	MONTANT	OBSERVATIONS	CHAPITRE-COMPTES	MONTANT	OBSERVATIONS
040-3555	160 000,00 €	complément stock final	16-1641	160 000,00 €	
TOTAL	160 000,00 €		TOTAL	160 000,00 €	

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De valider la DM n°1 Budget Lotissement les Côteaux de la Sauldre selon le tableau ci-dessus,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

RESSOURCES HUMAINES

MODIFICATION DU RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL SUR UN EMPLOI NON PERMANENT POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIÉ A UN ACCROISSEMENT D'ACTIVITÉ – CINÉMA

Vu le Codé Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3 I 1° ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n°2021/D/06/4-2/102b en date du 18 juin 2021 portant création d'un poste d'adjoint technique contractuel sur un temps non complet (25/35^{ème}) ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un accroissement temporaire d'activité à savoir la réouverture du cinéma ;

Considérant la situation sanitaire actuelle, il convient de recruter un agent contractuel dans l'attente d'une reprise normale de l'activité ;

Considérant que la période estivale n'a pas permis de rendre de manière pérenne le 2nd poste de projectionniste, il y a lieu de renouveler l'accroissement temporaire d'activité pour une durée supplémentaire de 3 mois ;

Considérant que le projectionniste titulaire a augmenté sa décharge syndicale, le temps de travail de l'agent contractuel doit être augmenté ;

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'entériner le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint technique territorial pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire de l'activité pour une période de 3 mois supplémentaires allant du 14 septembre 2021 au 15 décembre 2021 initialement prévu dans la délibération n°2021/D/06/4-2/102b du 18 juin 2021. Les contrats seront établis de mois en mois afin de tenir compte des aléas de la crise sanitaire,
- D'augmenter le temps de travail de l'agent contractuel prévu initialement à 25/35 pour passer sur un temps complet soit 35 heures hebdomadaires dès que possible,
- Dit que les crédits sont prévus au budget 2021,
- La rémunération de cet agent sera calculée en référence au 1er indice du grade d'adjoint technique territorial,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL SUR UN EMPLOI NON PERMANENT POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIÉ A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ – ACCUEIL / ETAT CIVIL

Il convient d'ajuster les comptes budgétaires suivants (ajustement des crédits des subventions suite à Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-I.1° ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir le recensement qui se déroulera de janvier à février 2022 comprenant une période de préparatifs et de suivi, ainsi que des élections présidentielles qui se dérouleront en avril 2022 et enfin assurer les remplacements des congés annuels.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De recruter un agent contractuel dans le grade d'adjoint administratif territorial pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une période de 12 mois allant du 1er décembre 2021 au 30 novembre 2022 inclus,
- Cet agent assurera des fonctions d'agent d'accueil à temps complet,
- La rémunération de l'agent sera calculée par référence au premier échelon du grade d'adjoint administratif,
- Dit que les crédits correspondants seront inscrits au budget,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

ANNULATION DE LA DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT LORSQUE LES BESOINS DES SERVICES OU LA NATURE DES FONCTIONS LE JUSTIFIENT – CENTRE MUNICIPAL DE SANTE

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 34 et 3-3-2° ;

Vu la délibération n° 2021/D/10/4-2/136 en date du 14 octobre 2021 portant modification de deux postes de secrétaire médicale à 24 heures en un poste de secrétaire médicale à 32 heures

Vu la nécessité de modifier le temps de travail et le nombre de postes de secrétaire médicale en raison de l'obligation vaccinale des personnels travaillant dans des centres municipaux de santé ;

Sur le rapport de Madame le Maire et après en avoir délibéré ;

DECIDE

Vu le refus du poste proposé par la secrétaire médicale, il y a lieu d'annuler la délibération n°2021/D/10/4-2/136 du 14 octobre 2021 et de conserver la délibération antérieure n° 2020/D/4-2/151 en date du 30 octobre 2020 prévoyant la création de deux postes de secrétaire médicale à temps non complet à raison de 24 heures.

Deux postes de secrétaire médicale sont donc maintenus à temps non complet à hauteur de 24/35^{ème}.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'annuler la délibération n° 2021/D/10/4-2/136 en date du 14 octobre 2021,
- De maintenir la délibération n° 2020/D/10/4-2/151 en date du 30 octobre 2020,
- Que les crédits sont autorisés au budget,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

MISE A JOUR DE LA PARTICIPATION FINANCIERE A LA PROTECTION SOCIALE DES AGENTS

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu l'avis du comité technique paritaire en date du 18 octobre 2021 ;

Selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent ;

Vu la délibération n° 2012-09/D/4-1/116 en date 18 septembre 2012, portant sur la mise en conformité de la participation financière à la protection sociale des agents avec une mise en place à compter du 1^{er} janvier 2013.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- DECIDE qu'afin de tenir compte de l'augmentation des salaires et de l'augmentation du tarif du maintien de salaire (passage de 3,08 % à 3,38 % pour l'option 2 prise par 90 % des agents) il est proposé de passer le tarif antérieur de 14,40 € à 15,70 € ;
- DIT que le Comité Technique en date du 18 octobre 2021 a émis un avis favorable à cette augmentation ;
- DIT qu'à compter du 1^{er} janvier 2022, le versement de la participation mensuelle sera de 15,70 € à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une garantie prévoyance Maintien de Salaire labellisée (1^{er} versement sur les traitements de décembre 2021),
- DIT que cette participation sera proratisée en fonction du temps de travail de l'agent,
- DIT que l'augmentation de cette participation sera prévue au budget 2022,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

Madame le Maire lève la séance à 19H45.

Pour être affiché le : 26 novembre 2021

Le Maire
Stella COCHETON



Le secrétaire de séance
Bruno BERNARD



